



COMMISSION DE  
L'OcéAN INDIEN

**Revue de presse  
09 au 15 mars 2019**

*Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI*

# Sommaire

## **I COI et ses Projets**

- 1.1 Coopération régionale.....3**  
-Coopération régionale : Madagascar, terre d'opportunités en attente  
- Visite d'Andry Nirina Rajoelina, l'économie au coeur  
-Visites de courtoisie au président malgache : l'entraide judiciaire et l'association parlementaire au centre des discussions
- 1.2 Connectivité maritime.....9**  
- Le projet de ferry Maurice-Réunion-Maurice en catamaran à Rs 4 500 était du pipeau
- 1.3 Sécurité maritime.....11**  
-Somali piracy and countering other organised crimes at sea  
-Quelle architecture de sécurité maritime pour l'Océan Indien
- 1.4 Santé.....16**  
- Pravind Jugnauth a quitté le pays hier soir, direction vienne

## **II Centres d'intérêts**

- 2.1 Santé.....17**  
-Il ne fallait pas qu'elle passe la saison froide  
Au final, la dengue a surpassé l'hiver  
- Dengue : 21 cas sur les 26 enregistrés à Vallée-des-Prêtres
- 2.2 Biodiversité.....22**  
- Signature pour la création d'une agence régionale de la biodiversité

## Coopération régionale : Madagascar, terre d'opportunités en attente



La Grande Ile est le premier producteur mondial de vanille.

Premier producteur de vanille au monde, la Grande Ile dispose de richesses qui n'attendent qu'à être exploitées. Après une passation des pouvoirs sans opposition ou instabilité prolongée entre l'ancien et le nouveau président malgache, l'heure est à la concrétisation des projets en berne.

« Le potentiel est là. Le climat s'y prête. D'ailleurs, le gouvernement malgache a fait appel à l'expertise locale pour pouvoir développer davantage leur secteur agricole. Madagascar est un pays où il y a un gros potentiel pour la région », a affirmé Mahen Seeruttun, ministre de l'Agro-industrie après la visite d'Andry Rajoelina et sa délégation à Omnicane, dans l'après-midi du lundi 11 mars. **« Ça fait un bon bout de temps (...) qu'on parle de faire de Madagascar le grenier de la région. Il y a un projet avec la Commission de l'océan Indien** avec un fonds décaissé par l'Union européenne. Pour des raisons diverses, cela n'a pas été possible. Avec une nouvelle équipe à la tête du pays, cela se ferait. (...) On fera le déplacement. »

Sous l'égide d'un accord entre les deux gouvernements, les entreprises mauriciennes pourraient s'installer dans une économie ayant enregistré une croissance de quelque 5% l'année dernière. Selon la World Factbook de la Central Intelligence Agency des états-Unis, le territoire malgache est riche en commodités minières et agricoles, avec 71,1% étant des terres agricoles. Le sous-sol du pays contient du graphite, charbon, sel et des

pierres semi-précieuses. La pêche est une industrie sur laquelle lorgnent Européens et Chinois.

Que ce soit en amont d'une crise politique ou en aval, les groupes mauriciens ont cru dans le potentiel de la Grande Ile et ses 25,7 millions d'habitants (estimation à juillet 2018). Dans le secteur bancaire, nous retrouvons la MCB, la SBM et BNI (du groupe Ciel). Ciel Textile y dispose d'unités de production. L'alimentation intéressait des opérateurs mauriciens.

En termes d'échanges commerciaux, Madagascar est déjà le deuxième marché régional pour le Made in Mauritius. L'année dernière le montant des exportations totales a été de Rs 4,14 milliards par rapport à Rs 4,74 milliards en 2017. Maurice jouit d'un surplus commercial avec la Grande Ile car la valeur des importations a été inférieure à celle des exportations.

## Visite d'Andry Nirina Rajoelina, l'économie au coeur



Andry Rajoelina, ici au côté de Vishnu Lutchmeenaraidoo, ministre mauricien des Affaires Étrangères, a fait part de sa détermination à propulser l'industrie du tourisme malgache vers de nouveaux sommets. Grâce à l'ouverture du trafic aérien, son objectif est de doubler, d'ici cinq ans, le nombre de touristes passant de 300 000 à 800 000. - DA

***Invité d'honneur du 51ème anniversaire de l'indépendance de Maurice, le premier voyage bilatéral du nouveau président de Madagascar, Andry Nirina Rajoelina, avait surtout un important volet économique.***

Point d'orgue de cette visite : le business forum organisé par les deux agences de promotion des investissements, l'EDB mauricienne et l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar) qui a reçu plus de 500 participants à cette conférence...

### **Trois protocoles d'accord**

Si les deux États insulaires sont déjà liés par un traité de non double imposition, un accord sur la promotion et la protection des investissements et un accord bilatéral sur les services aériens, trois protocoles d'entente ont été signés dans le domaine de l'éducation, de la justice et des échanges commerciaux.

En outre les questions du développement agricole; de la pêche; de la connectivité aérienne et du couloir maritime et de l'emploi ont également été abordés.

S'agissant de la sécurité alimentaire, le Premier ministre mauricien a souligné que la Commission de l'océan Indien (COI) finançait actuellement des études de faisabilité pour un modèle de développement du maïs et du soja, en collaboration avec le secteur privé mauricien. En outre, les

Commissions mixtes de Maurice et de Madagascar finalisent un accord-cadre sur la pêche.

### **Renforcer les échanges**

Pour permettre plus d'échanges, la compagnie aérienne mauricienne, Air Mauritius, envisage d'opérer un vol hebdomadaire supplémentaire vers la Grande île. Actuellement, six vols sont opérés. Pour améliorer le climat des affaires, les deux dirigeants veulent améliorer les procédures administratives notamment les services de douane. Enfin le président Andry Rajoelina a invité les investisseurs mauriciens à exploiter 80 hectares, qui leur ont été accordés, pour la construction d'un parc industriel à Madagascar. Il a fait part de sa détermination à propulser l'industrie du tourisme vers de nouveaux sommets à Madagascar grâce à l'ouverture du trafic aérien. L'objectif est de faire passer, d'ici à cinq ans, le nombre de touristes de 300 000 à 800 000.

## Visites de courtoisie au président malgache : l'entraide judiciaire et l'association parlementaire au centre des discussions



Après le déjeuner à la State House, à Réduit, le président malgache Andry Rajoelina a reçu le chef juge Keshoe Parsad Matadeen et la présidente de l'Assemblée nationale Maya Hanoomanjee à l'hôtel Trou-aux-Biches Golf Resort & Spa, mardi après-midi. **L'entraide judiciaire et l'association parlementaire** de la **Commission de l'océan indien** étaient au centre des discussions.

## Réactions

### **Keshoe Parsad Matadeen, Chef Juge :**

« C'est toujours un plaisir de rencontrer le président d'un pays de l'océan Indien. Nous avons échangé des propos sur la conférence judiciaire de l'océan Indien. La première conférence remonte à plusieurs années de cela, soit dans les années 70. Puis, il n'y avait eu aucune conférence. C'est lorsque j'ai pris mon poste comme chef Juge que j'ai fait revivre l'idée de cette conférence. La dernière avait eu lieu il y a cinq ans. J'ai demandé au président malgache qu'on fasse revivre cette conférence. La tenue peut avoir lieu à Maurice, à La Réunion, aux Comores ou à Madagascar. Nous avons évoqué de l'entraide judiciaire. »

## **Maya Hanoomanjee, Speaker :**

« J'ai remercié le président malgache qui a accepté notre invitation comme invité d'honneur pour la célébration de la fête nationale. Ensuite, nous avons discuté de l'association parlementaire de la Commission de l'océan indien. Cette association, que j'avais mise sur pied en 2016, regroupe Madagascar, les Comores, les Seychelles, La Réunion et Maurice. Le président malgache m'a fait comprendre que l'Assemblée nationale malgache a été dissoute et la coopération reprendra après les élections en mai. »

## **Pour en savoir plus**



<https://www.defimedia.info/visite-de-courtoisie-le-chef-juge-keshoe-parsad-matadeen-et-la-speaker-de-lassemblee-nationale-rencontrent-andry->

<https://defimedia.info/visites-de-courtoisie-au-president-malgache-lentraide-judiciaire-et-lassociation-parlementaire-au-centre-des-discussions>

<https://defimedia.info/cooperation-regionale-madagascar-terre-dopportunités-en-attente>



<https://topfmradio.com/media-center/news/le-redressement-de-lassociation-des-parlementaires->



07 mars 2019

<http://ionnews.mu/le-ferry-maurice-reunion-maurice-en-catamaran-a-rs-4-500-etait-du-pipeau->

## Le projet de ferry Maurice-Réunion-Maurice en catamaran à Rs 4 500 était du pipeau



Ce n'était que du vent. La société réunionnaise Vanilla Cruise qui projetait de lancer un service de ferry à grande vitesse entre les îles sœurs sur un catamaran de 110 mètres comme ceux utilisés dans La Manche, aux Antilles et au Japon semble avoir mené tout le monde en bateau. Le Quotidien de la Réunion révèle dans son édition de ce jeudi 7 mars que tout n'était que du bluff.

L'annonce d'un tel projet en 2017 avait fait rêver de nombreux Mauriciens désireux de se rendre à La Réunion à prix cassé, surtout après le vide laissé par le Mauritius Pride et le Mauritius Trochetia, ainsi que l'Ahinora, voire le Spirit of Port-Louis au début des années 2000. Les promoteurs avaient annoncé la mise en service du catamaran en septembre 2018 et une soixantaine de demandeurs d'emploi réunionnais avaient même été formés grâce aux aides publiques.

«Nous voulons faire de Port-Louis et du Port les banlieues de Maurice et de La Réunion. Nous voulons créer un lien économique et culturel entre nos deux îles ainsi qu'à développer le tourisme», avait déclaré le président de la société, Yvès Hoarau, à l'époque. Il était même venu à Maurice pour rencontrer des hommes d'affaires locaux voulant injecter des capitaux dans le projet.

Le concept de catamaran à grande vitesse est relativement nouveau. Conçu par la société australienne Incat, le catamaran de 110 mètres de long peut naviguer à une vitesse de croisière de 34 nœuds, soit 63 km/h, et transporter au moins 250 voitures, une quarantaine de conteneurs et 500 passagers. Au lieu d'un trajet de dix à douze heures comme cela a été le cas avec le Mauritius Trochetia et le Mauritius Pride, le catamaran allait rallier les îles sœurs en quatre heures.

Le catamaran devrait assurer un aller-retour quotidien à raison de cinq fois la semaine avant de se lancer à l'assaut de l'océan Indien. Notamment à travers un aller-retour à Tamatave une fois la semaine. La traversée devait quatorze heures et coûter Rs 7600 au départ de La Réunion. Vanilla Cruise se proposait de faire l'acquisition de son propre catamaran pour la bagatelle de Rs 3,4 milliards. A l'époque, ce projet ambitieux cadre avec les vœux de **la Commission de l'océan Indien (COI) en faveur d'une compagnie maritime régionale.**

## Somali piracy and countering other organised crimes at sea



A special team on board a Dutch mission ship carrying out manoeuvres for capturing pirates at sea. EPA/Robin Utrecht

The world's oceans are at the centre of transnational organised crimes committed by profit-driven networks operating across borders. The United Nations Security Council recently convened to discuss the threat this poses to international peace and security.

While Somali piracy in the Western Indian Ocean focused the world's attention on the oceans, numerous other transnational organised crimes are taking place across the globe.

The Western Indian Ocean also serves as a highway for multiple ton shipments of heroin, Somali charcoal and illegal wildlife products.

Piracy and armed robbery are also found off South East Asia, in the Gulf of Guinea and is re-emerging in the Caribbean.

In the Mediterranean, migrant smugglers are responsible for the drowning of thousands of African migrants. And all across the globe, illegal, unreported and unregulated fishing is threatening coastal livelihoods and fish stocks.

When it comes to countering transnational organised crime at sea, the response to Somali piracy is the greatest success story. It's exceptional because it actually worked.

### How were Somali pirates stopped?

The response to Somali piracy was set in motion in 2008 when the UN Security Council passed Resolution 1816. In terms of international law, piracy is a crime of universal jurisdiction, meaning any state may act against it on the high seas and in exclusive economic zones. Resolution 1816 went

further by authorising foreign states to also enter Somalia's territorial sea to suppress piracy.

Such authorisation is given when the use of force is justified to protect international peace and security. More resolutions have since followed.

The result was an inter-State, inter-agency and public-private response involving a number of players. These included states, the shipping industry and other stakeholders like the United Nations and the International Maritime Organisation. These actors formed the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia. This, in turn, was split into working groups whose members implemented and coordinated the counter measures.

The all-encompassing response came together as follows: International navies would escort vessels through the High Risk Area and shipping vessels would employ shipping self-protection measures, such as hiring armed guards. Both navies and armed guards would then respond to attacks and apprehend suspects.

Law reforms in regional countries ensured that piracy was an offence in domestic legislation. This allowed suspects to be handed over to regional states for prosecution. This was facilitated by a regional pirate prosecution model and capacity building projects. These ensured that regional courts were enabled to try pirates and criminal justice practitioners were trained to prosecute piracy. Regional prisons, including in Somalia, were then built or improved to house convicted pirates.

In addition, capacity building projects focused on building the capacity of regional maritime law enforcement entities. There were also land based development programmes aimed at the causes of piracy. These included counter-piracy messaging and alternative livelihood programmes.

Many of these measures are still in place today, although many have taken on a different form.

But the problem off the coast of Somalia hasn't been entirely solved. Piracy is a product of the fragile situation in Somalia. Yet land based responses were negligible in comparison to those aimed at sea. This failed to meaningfully address the causes of piracy, which is arguably evidenced by renewed attacks. This is a universal problem – law enforcement measures without simultaneous efforts to address the causes of crime – will be a never-ending endeavour of mere suppression.

### **Countering pirates, countering all?**

Copy and pasting the counter-piracy response would be unrealistic. This is because international laws applicable to the different transnational organised crimes at sea allow varying interdiction regimes.

Nevertheless, the piracy response holds many clues as to what constitutes an effective response to organised crime at sea. Three counter-measures are particularly noteworthy.

First, no single entity can counter a transnational crime. As the Contact Group on Piracy off the Coast of Somalia has shown, transnational crimes require collaboration and pooling of resources on a regional and international level by all those affected.

The response worked because it was in partnership with the shipping industry. Massive quantities of illicit goods are moved in containers on commercial shipping vessels. Yet, the relevant industries are missing from counter-measures, leaving under-resourced and overstretched borders and ports to detect illicit shipments among masses of licit shipping.

Second, the counter-piracy response has shown that disrupting the logistics of an operation breaks the business model. For example, the current practice on the high seas of the Western Indian Ocean heroin trafficking route is to seize the heroin and let the crew and vessel go, leaving the vessel free to return with another load. Countries like Indonesia have solved this by destroying vessels engaged in IUU fishing in Indonesian waters. Trafficking vessels can be forfeited if national laws provide for this.

Finally, if international law has limited options, states must lobby for a Security Council resolution authorising additional counter-measures. Resolutions like this were passed on Somali piracy, as well as the Mediterranean migrant crisis.

Alternatively, states can conclude bilateral or regional treaties authorising additional measures and providing for a legal finish.

### **Interests, corruption and political will**

Paramount to all the above is the will to act. Piracy threatened world trade. The same can't be said for crimes like drug or wildlife trafficking. A better understanding of the interests threatened by other forms of crimes at sea is therefore necessary.

It seems that growing drug addiction, dying migrants and dwindling fish stocks fail to move the international community to decisive action. But the detrimental effect on governance and corruption should get their attention. Across the globe, there are people in power with an interest in sustaining these illicit flows and until they are eliminated, any counter-measures will be a drop in the ocean.



«L'océan Indien est aussi un espace de convoitises et de rivalités»

Ouvrir avec

RAJ MOHABEER, Chargé de mission, Commission de l'océan Indien

## Quelle architecture de sécurité maritime pour l'océan Indien ?

L'océan Indien est aujourd'hui identifié comme un espace déterminant pour la stabilité internationale en raison de ses grandes artères de communication qui relient entre elles de grands pôles de l'économie mondiale.

**BORDANT** quatre continents, l'océan Indien est traversé par des autoroutes maritimes d'importance mondiale : 50 % du transport mondial de pétrole, 40 % du gaz et près du tiers du trafic maritime marchand international transitent par cet océan.

Zone maritime naturelle de l'Afrique orientale en croissance, du Moyen-Orient pétrolier et de l'Inde émergente, l'océan Indien est aussi un espace de convoitises et de rivalités. La Chine y étend son «collier de perles» et mène une diplomatie active pour sécuriser ses approvisionnements en matières premières. Les pays européens, notamment la France, y ont une présence ancienne, légitimée par les relais territoriaux et amplifiée par les évolutions du droit international de la mer, dont la Convention des Nations unies de Montego Bay de 1982. Les États-Unis ont compensé l'absence d'ancrage naturel de cet océan par l'installation, d'une base militaire à Diego Garcia, plus grande île de l'archipel des Chagos.

Les quelque 3 700 km de côtes somaliennes bordières de l'océan Indien font face à l'une des principales artères du trafic

La quarantaine d'États qui bordent sa périphérie constitue un ensemble hétéroclite, marqué par des disparités en termes de régimes politiques, de densité de population ou encore de développement humain. Ils représentent, de surcroît, un niveau élevé de vulnérabilité éco-

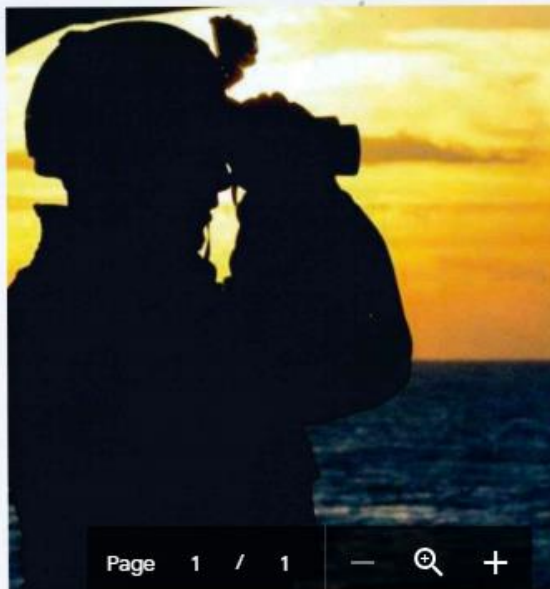
nomique et d'insécurité, quand on songe au chaos somalien (la piraterie), aux crimes transnationaux et autres activités illicites en mer.

La piraterie somalienne (bien qu'aujourd'hui en baisse) a révélé la dépendance de la région d'Afrique orientale et australe

et de l'océan Indien (AFOA-OI) à l'égard de pourvoyeurs extérieurs de sécurité: Union européenne, OTAN et autres coalitions de circonstance. L'enjeu des États de la région consiste à dépasser le statut de coopérateur des coalitions extérieures pour jouer un rôle plus actif dans le cadre d'une authentique mobilisation régionale.

Cette mobilisation doit permettre aux pays de la région de rétablir et garantir eux-mêmes la sécurité des routes maritimes qui les desservent. Elle doit également leur permettre d'organiser la sécurité des zones maritimes qui présentent un potentiel de croissance essentiel pour le développement de l'économie bleue/océanique.

Pour pallier cette situation, un programme régional de sécurité maritime (MASE) a été créé. Mis en œuvre par l'Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) et la Commission de l'océan Indien (COI) sur le financement de l'Union européenne (UE), le programme MASE propose une



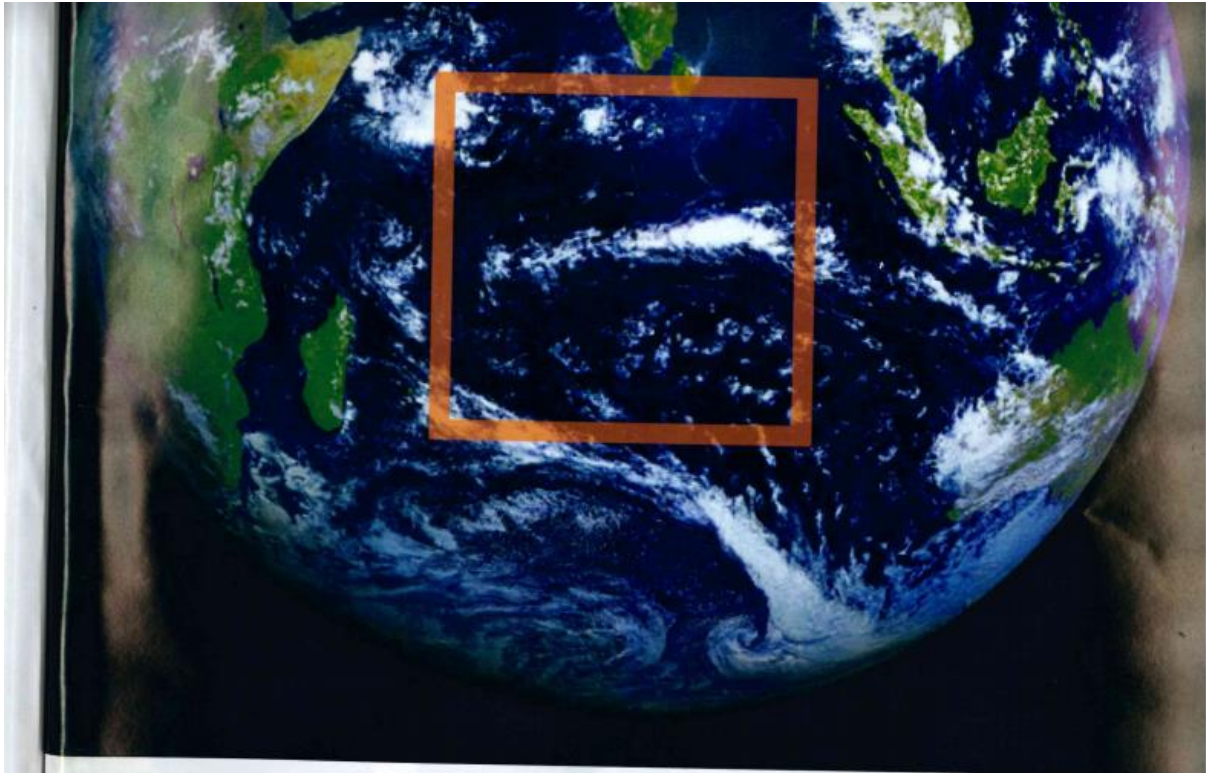
Page 1 / 1



maritime marchand mondial qui relie les verrous stratégiques que sont le détroit de Malacca en Asie du Sud-Est, le détroit d'Ormuz à la pointe de la péninsule arabique et le détroit de Bab-El-Mandeb entre la Corne de l'Afrique et le Yémen.

**«L'ENJEU DES ÉTATS DE LA RÉGION CONSISTE À DÉPASSER LE STATUT DE COOPÉRATEUR DES COALITIONS EXTÉRIEURES»**

approche globale face aux enjeux de sécurité maritime dans l'AfOA-OI. Chaque organisation joue un rôle spécifique dans le cadre de ce programme régional. L'IGAD, avec la collaboration de la FAO, soutient les initiatives promouvant des moyens



de substances alternatifs aux somaliens. L'EAC, soutenue par Interpol et l'ONUDC, s'applique à renforcer les capacités nationales et régionales dans les domaines de l'arrestation, la détention et le jugement des individus suspectés d'actes de piraterie. Le COMESA est chargé d'apporter des solutions pour interrompre les flux financiers illicites et lutter contre le blanchiment d'argent.

Et c'est à la COI que revient la responsabilité de renforcer les capacités nationales afin de mettre en place un mécanisme régional de surveillance et de contrôle de l'océan Indien occidental.

Sous la tutelle de la COI, deux accords régionaux portant sur l'échange et le partage d'information maritime et sur la coordination des opérations en mer ont été signés en 2018 par sept pays

de la région (Djibouti, Comores, France/Réunion, Kenya, Madagascar, Maurice et Seychelles). Ceux-ci ont permis la création et l'opérationnalisation de deux centres régionaux (Centre de fusion d'informations maritimes – CRFIM basé à Madagascar et le Centre des opérations en mer – CRCO basé aux Seychelles).

En phase avec la Stratégie maritime intégrée à l'horizon

2050 de l'Union africaine, le programme MASE témoigne d'un changement de paradigme au niveau de l'engagement des pays de la région sur la sécurité maritime en général. Condition sine qua non pour le développement de l'économie bleue des pays. La sécurité maritime est plus que jamais la priorité des États de la région de l'AfOA ainsi que de la communauté internationale.

## PRAVIND JUGNAUTH A QUITTÉ LE PAYS HIER SOIR, DIRECTION VIENNE



*Photo illustration.*

A peine les célébrations du 51<sup>e</sup> anniversaire de la fête nationale terminées, le Premier ministre Pravind Jugnauth a quitté le pays en vue de participer à la 62<sup>e</sup> session ministérielle de la Commission of Narcotic Drugs (CND) organisée par l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) qui a lieu à Vienne, le jeudi 14 et vendredi 15 mars. **Il est accompagné de son épouse, de l'Acting Permanent Secretary Pramode Neerunjun et de son conseiller Raj Meetarbhan.** Au programme de cette réunion ministérielle, la détection de la drogue synthétique et les mesures pour éviter la prolifération du VIH-Sida parmi les femmes toxicomanes. Ironie de la situation ou pas, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, et celle du ministre de la Santé, Anwar Husnoo, lors de l'ouverture du 17<sup>e</sup> colloque VIH/Sida océan Indien, qui se tenait à Balaclava le 20 novembre dernier avaient brillé par leur absence. Pour rappel, Nicolas Ritter, directeur exécutif de Prévention Information Lutte contre le Sida (PILS), avait déploré l'absence du chef du gouvernement et de son collègue et s'interroge sur les priorités du pays concernant le VIH, la lutte contre la drogue et les hépatites. Quelque 125 délégués des pays membres de la **Commission de l'Océan Indien**, notamment les Comores, Madagascar, La Réunion, Seychelles, Rodrigues, et Maurice avaient participé à cet événement dont d'éminents professeurs de France tels que le Dr Jean Claude Tardy, virologue à Lyon, le Professeur Laurence Weiss, immunologiste à Paris, le Professeur Stanislas Pol, hépatologue à Paris, le Dr Françoise Linard, psychiatre à Paris, et le Dr David Mete, addictologue de La Réunion.



14 mars 2019

<http://www.ipreunion.com/actualites-reunion/reportage/2019/03/14/dengue-edito,99067.html>

## **Il ne fallait pas qu'elle passe la saison froide Au final, la dengue a surpassé l'hiver**



**442 cas de dengue recensés en une semaine, effarant. On n'arrête plus l'incendie et il se propage sous le regard impuissant des pompiers, ceux qui devraient si ce n'est le circonscrire, au moins le maîtriser. Cette métaphore, c'est le résumé d'une crise sanitaire annoncée. La dengue est en roue libre, gagnant encore et toujours du terrain pendant que les autorités sanitaires, malgré toute leur bonne foi et les moyens déployés n'arrivent pas à la vaincre. Vous vous direz qu'on en fait trop, il suffit de regarder quatorze ans en arrière. En février 2005, au début du chikungunya qui aurait pu imaginer que l'épidémie allait se répandre sournoisement et semer 225 morts sur son passage ? (rb/www.ipreunion.com)**

### **Les prémices d'une crise sanitaire**

Sans vouloir être alarmiste, la catastrophe est à nos portes... En fait, si soyons alarmistes, c'est un scénario similaire à celui de l'épidémie

du chikungunya qui se dessine. Ce n'est pas du pessimisme mais de la lucidité. La Réunion vit avec une épée de Damoclès au dessus de la tête, de semaine en semaine, le nombre de cas est en constante augmentation, l'épidémie grappille de nouvelles communes et pendant ce temps-là, les autorités sanitaires luttent sans parvenir à enrayer la contagion. Aujourd'hui, la quasi totalité des communes de l'île est touchée.

### **Les autorités dépassées**

Pourtant, contrairement au chikungunya, cette fois, l'État a très vite pris la mesure du phénomène. Un important plan de communication est déployé, panneaux en 4x3, spots télévisés et radio avec en tête d'affiche des visages connus du PAF. De leur plus belle voix, tous répètent le même message: lutter contre les moustiques est nécessaire. L'ARS (agence régionale de santé) lance même un slogan " ne laissons pas la dengue passer l'hiver."

Mais l'Enfer est pavé de bonnes intentions. L'hiver, la dengue l'a bien passé et a même pris ses aises. Fin octobre dernier, Annick Girardin, alors en visite sur l'île, avait rencontré les acteurs de la lutte anti-vectorielle, elle semblait relativement consciente qu'une épidémie était en cours quand l'ARS n'osait pas utiliser le mot fatidique. Aujourd'hui, on est bien dedans, le terme "épidémie" n'est pas de trop et il est martelé à toutes les sauces... Lors de sa visite dimanche 17 mars, Annick Girardin rencontrera de nouveau les équipes engagées dans la lutte contre la dengue, elles seront sans doute beaucoup moins confiantes que la fois précédente. Beaucoup, beaucoup moins...

### **Une nouvelle enveloppe débloquée ?**

En octobre 2018, aucune annonce chiffrée n'avait été faite mais la ministre des Outre-mer avait indiqué "les moyens humains et financiers

seront à la hauteur des scénarii qui sont présentés et des risques auxquels nous allons avoir à faire face" et rappelé que "3 millions d'euros supplémentaires - par rapport à 2017 - ont été mis à la disposition des autorités sanitaires locales pour combattre les moustiques." On se laissait le temps de voir venir, en même temps pourquoi paniquer, à l'époque "seulement" 6 627 cas avaient été confirmés, 5 décès répertoriés, dont 3 considérés, après investigations, comme directement liés au virus de la dengue... Les autorités ne voulaient pas que la population cède à la panique, aujourd'hui, avec 8 572 cas enregistrés depuis le 1er janvier, il est fort probable que la ministre des Outre-mer arrive avec une enveloppe dans ses valises cette dimanche prochain...

Sauf qu'aujourd'hui, ce n'est plus une question d'argent, peu importe les moyens, la dengue fait son chemin. Les opérations de démoustication, les campagnes de sensibilisation, l'implication des communes et des collectivités n'y font rien, la machine est lancée et elle n'est pas prête de s'enrayer.

### **On y a cru**

Surtout que dans la mémoire collective, le "traumatisme chikungunya" semble être un lointain souvenir... En 2007, au lendemain de l'épidémie la plus meurtrière de ces cinquante dernières années, La Réunion est plus propre que jamais. Il n'y a plus de dépôts sauvages, plus de coupelles dans les jardins, les cours sont propres, les carcasses de voitures ne font plus partie du paysage réunionnais... On se dit alors que les mœurs ont changé et que le chikungunya a été un tournant, un éveil des consciences.

### **Merci les makotes !**

Sauf que quatorze ans après les faits, certains (qui ont la mémoire bien courte) semblent avoir oublié. Les décharges à ciel ouvert, dépôts sauvages et autres tas d'immondices lâchement abandonnés sur le bord de route pullulent aux quatre coins de l'île. Et les responsables sont loin de se soucier des conséquences de leurs actes. Des conséquences qui vont bien au-delà de leur simple personne et font le lit de la dengue. L'ARS attend que les Réunionnais s'engagent dans la lutte-antivectorielle "la participation active des réunionnais dans la mise en œuvre des mesures de prévention est essentielle pour limiter l'extension du virus" indique l'institution sanitaire sur son site. Et bien force est de constater que pour une minorité d'entre eux que nous appelons affectueusement "les makotes", c'est râpé !

### **Passer derrière, ça coûte cher !**

Les municipalités, intercommunalités et autres collectivités tentent par tous les moyens d'endiguer le phénomène mais faire enlever ces tas d'ordures leur coûte un bras. L'appel au bon sens, les campagnes de sensibilisation des pouvoirs publics sont un échec. Confrontés à des gens qui connaissent les bons gestes mais ne les appliquent pas.

### **Verra-t-on bientôt la fin ?**

La situation est de plus en plus tendue, un scénario à la sauce chikungunya de plus en plus envisagé. Malgré l'appel à la prudence et au "non-catastrophisme" des autorités sanitaires au grand public, en coulisse, c'est la panique à bord. Les institutions misent sur une fin qui peut sembler improbable, que l'épidémie se calme d'elle-même, ne reste qu'à aller brûler des cierges... pour éloigner les moustiques...

14 mars 2019

<http://ionnews.mu/video-dengue-21-cas-sur-les-26-enregistres-a-vallee-des-pretres-140319/>

## [Vidéo] Dengue : 21 cas sur les 26 enregistrés à Vallée-des-Prêtres



Le virus se propage. Deux cas supplémentaires se sont ajoutés à la liste des personnes touchées par la dengue à Vallée-des-Prêtres, le 13 mars. Ce qui porte le nombre de cas à 21 dans cette région, pour un total de 26 sur l'île enregistrés jusqu'ici.

La sensibilisation est le maître mot pour éradiquer le virus. Des membres du ministère de la Santé se sont rendus dans l'après-midi de ce jeudi 14 mars au Community Health Centre de Vallée-des-Prêtres, pour informer les habitants sur les mesures à prendre.

Des quartiers voisins, soit Chitrakoot, Caroline et Vallée Pitot, seront aussi concernés à partir de vendredi.

Un exercice d'épandage de pesticide a également été effectué à Vallée-des-Prêtres dont l'environnement favorise la propagation des moustiques, explique le Dr Vasant Rao.

Le virus de la dengue provoque des symptômes similaires à ceux de la grippe mais aussi des complications qui peuvent être fatales. *«Il faut donc consulter immédiatement un médecin ou se rendre dans un soin de santé en cas de symptômes, et se protéger des piqûres de moustiques à l'aide de répulsifs comme les crèmes, de moustiquaires et garder les cours propres»*, souligne le responsable de la Communicable Disease Control Unit au ministère de la Santé.

14 mars 2019

[https://www.zinfos974.com/%E2%96%B6%EF%B8%8F-Signature-pour-la-creation-d-une-agence-regionale-de-la-biodiversite\\_a138346.html](https://www.zinfos974.com/%E2%96%B6%EF%B8%8F-Signature-pour-la-creation-d-une-agence-regionale-de-la-biodiversite_a138346.html)

## Signature pour la création d'une agence régionale de la biodiversité

Jeudi 14 Mars 2019 - 16:15



L'Etat, la Région et l'AFB - l'Agence Française pour la Biodiversité - ont procédé à la signature d'une convention de partenariat dans le but de créer une agence régionale de la biodiversité à La Réunion.

*"C'est une étape importante, elle souligne de nombreuses heures de travail",* confie le Président de Région, Didier Robert. En effet, cette signature est le point de départ de la création d'*"un outil de gouvernance, à la fois consensuel et d'action, au service du territoire réunionnais"*, souligne-t-il.

Jean-Jacques Pourteau, représentant de l'AFB, souligne que *"la biodiversité, c'est un 'gros mot', au final ce n'est ni plus ni moins que le milieu de vie des Réunionnais"*. C'est pourquoi, Région, Etat et AFB attendent une mobilisation certaine des citoyens réunionnais à ce sujet. Ils se laissent environ six mois d'audition, de concertation, dans le but de créer des bases solides, pour un outil qui durera dans le temps. La création de cette future agence réunionnaise de la biodiversité est prévue pour l'été 2020.

Frédéric Joram, secrétaire général de la Préfecture, ajoute également que *"les enjeux sont aussi économiques et sociaux, au-delà d'avoir pour ambition première la préservation de cette biodiversité unique dont dispose La Réunion"*. La réflexion est portée à l'échelle de l'ensemble de l'Océan Indien car les questions liées à la biodiversité concernent tout le bassin indio-océanique.